

TALSMANDENS GRUPPE
 SPRECHERGRUPPE
 SPOKESMAN'S GROUP
 GROUPE DU PORTE-PAROLE
 GRUPPO DEL PORTAVOCE
 BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION
 INFORMATORISCHE AUFZEICHNUNG
 INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
 NOTA D'INFORMAZIONE
 TER DOCUMENTIE**

Brussels, July 1976

**FRAMEWORK AGREEMENT FOR COMMERCIAL AND ECONOMIC COOPERATION
 BETWEEN CANADA AND THE COMMUNITY**

The Framework Agreement for Commercial and Economic Cooperation between Canada and the European Community, signed in Ottawa on 6 July 1976, marks an entirely new departure in the Community's developing external relations. It is the first non-preferential cooperation agreement concerned not only with trade promotion but also with wide-ranging economic cooperation. It is the first economic cooperation agreement ever to be concluded with an advanced industrial power.

At the political level, the agreement is a response to Canada's desire to diversify and extend her external relations. It will add a desirable Community dimension to the existing good relations between Canada and the individual member states. Economically, the agreement reflects the inter-dependence and complementarity of the two partners. Canada is an advanced industrial nation of immense natural resources. The Community provides outlets for Canadian manufactured goods and raw materials and is also an important source of investment and advanced technology. Increased trade and economic cooperation will clearly be of benefit to both sides.

The Agreement provides a framework for promoting trade and economic cooperation between Canada and the Community, the actual implementation of which will be essentially a matter for the private sector. As regards trade relations, the agreement is non-preferential, being based on the principle of most-favoured nation treatment. It is evolutionary in character, no field of economic cooperation being excluded. The Joint Cooperation Committee will develop practical possibilities for cooperation between Canada and the Community. Such cooperation will be complementary to, not a substitute for, cooperation between Canada and the individual member states. Under the agreement, it is intended to encourage closer links between European and Canadian industries particularly in the form of joint ventures, greater participation by the firms of each side in the industrial development of the other, benefitting both sides, scientific and technological exchanges, and joint economic cooperation in third countries.

The move to establish closer relations between Canada and the Community goes back to 1972. The October 1972 Summit called for a "constructive dialogue" between Canada and the Community, and in November the Canadian Government sent an aide-memoire to the Community on a possible agreement. The immediate result was the institution of regular high-level consultations between the Commission and the Canadian Government.

In April 1974 the Canadian Government sent a new aide-memoire to the EC proposing the establishment of a direct contractual link between Canada and the Community. In September 1974 the Commission transmitted a communication to the Council indicating its preference for an agreement which would create a broad framework for economic and commercial cooperation extending well beyond the field of classical trade policy or the mere confirmation of existing GATT commitments. Shortly before the visit of the Canadian Prime Minister, Mr. Trudeau, to Brussels in October 1974, the Council emphasised the importance attached by the Community to strengthening its traditional ties with Canada, and authorised the Commission to hold informal exploratory talks with the Canadian Government. These took place in Ottawa and Brussels between February and May 1975 following which the Commission submitted formal proposals for the negotiation of a framework cooperation agreement (see P - 27 (May 1975)). The Council approved the Commission's negotiating mandate in February 1976. Negotiations began in March and were concluded on 2 June.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**INFORMATION
INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
INFORMATION MEMO**

**NOTE D'INFORMATION
NOTA D'INFORMAZIONE
TER DOCUMENTIE**

Bruxelles, juillet 1976

ACCORD-CADRE DE COOPERATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE CANADA-CEE

L'accord-cadre de coopération économique et commerciale Canada-CEE, signé à Ottawa le 6 juillet 1976, constitue un nouveau point de départ dans le développement des relations extérieures de la Communauté. C'est le premier accord de coopération non préférentiel qui ne concerne pas seulement la promotion des échanges mais aussi une vaste coopération économique. C'est le premier accord de coopération économique jamais conclu avec une puissance industrielle avancée.

Sur le plan politique, l'accord est une réponse au désir du Canada de diversifier et d'étendre ses relations extérieures. Il ajoute une dimension communautaire souhaitable aux bonnes relations qui existent entre le Canada et les Etats membres. Sur le plan économique, l'accord reflète l'interdépendance et la complémentarité des deux partenaires. Le Canada est une nation industrielle avancée disposant d'immenses ressources naturelles. La Communauté fournit au Canada des débouchés pour ses produits manufacturés et ses matières premières, tout en étant pour lui une source importante d'investissements et de technologie avancée. L'accroissement des échanges commerciaux et de la coopération économique sera évidemment à l'avantage des deux parties.

L'accord fournit un cadre pour le développement des échanges et de la coopération économique entre le Canada et la Communauté, dont la mise en oeuvre incombera essentiellement au secteur privé. En ce qui concerne les relations commerciales, l'accord est non préférentiel et fondé sur le principe du traitement de la nation la plus favorisée. Il a un caractère évolutif, aucun domaine de la coopération économique n'étant exclu. Le Comité mixte de coopération dégagera les possibilités pratiques de coopération entre le Canada et la Communauté. Cette coopération complètera et ne remplacera pas les accords de coopération passés entre le Canada et les Etats membres. Dans le cadre de l'accord on a l'intention d'encourager des liens plus étroits entre les industries européennes et canadiennes, notamment sous forme de "joint ventures", une plus grande participation de leurs firmes au développement industriel des deux parties, un accroissement des investissements mutuellement avantageux, des échanges technologiques et scientifiques et une coopération économique dans les pays tiers.

La première tentative en vue d'établir des relations plus étroites entre le Canada et la Communauté remonte à 1972. Le sommet d'octobre 1972 avait souhaité l'établissement d'un "dialogue constructif" entre le Canada et la Communauté, et en novembre,

le gouvernement canadien avait envoyé à la Communauté un aide-mémoire concernant un éventuel accord. Cette démarche avait eu pour résultat immédiat l'organisation de consultations régulières à haut niveau entre la Commission et le gouvernement canadien.

En avril 1974, le gouvernement canadien a envoyé à la CEE un nouvel aide-mémoire proposant l'établissement d'un lien contractuel direct entre le Canada et la Communauté. En septembre 1974, la Commission a adressé au Conseil une communication indiquant sa préférence pour un accord qui créerait un large cadre de coopération économique et commerciale allant nettement au delà du domaine de la politique commerciale classique ou de la simple confirmation des engagements acceptés au sein du GATT. A l'occasion de la visite que M. Trudeau, premier ministre canadien, fit à Bruxelles en octobre 1974, le Conseil a souligné l'importance que la Communauté attachait au renforcement de ses liens traditionnels avec le Canada et a autorisé la Commission à avoir avec le gouvernement canadien des entretiens exploratoires officiels.

Ces entretiens ont eu lieu entre février et mai 1975, et la Commission a ensuite fait des propositions formelles en vue de la négociation d'un accord-cadre de coopération (voir P-27 - mai 1975). Le Conseil a approuvé en février 1976 le mandat de négociation de la Commission. Les négociations ouvertes en mars se sont achevées le 2 juin.